Outlook

Projet de serre agricole photovoltaïque – Chemin des Guinches - Génissieux

À partir de Sébastien Jégou <jegou_sebastien@yahoo.fr>
Date Ven 16/10/2026 13:34
À com.enq@genissieux.fr <com.enq@genissieux.fr>

Madame, Monsieur le Commissaire enquêteur,

Pour les nombreuses raisons évoquées lors de la réunion publique et dans les différentes contributions déjà formulées, nous souhaitons exprimer **notre opposition au projet de serre agricole photovoltaïque sur la commune de Génissieux** (ou tout autre commune d'ailleurs).

Ce projet nous semble surdimensionné et relever d'une logique d'industrialisation, sans prise en compte suffisante du voisinage, de la biodiversité et, plus largement, des équilibres environnementaux et sociaux du territoire.

Nous comprenons pleinement la nécessité de pérenniser les activités économiques, notamment dans le contexte de souveraineté agricole de la France comme l'avance certains. Toutefois, cet objectif ne saurait être poursuivi à n'importe quel prix, ni sans une réflexion globale intégrant les dimensions sociales, technologiques, économiques, écologiques mais aussi de recyclabilité. Il nous semble essentiel de ne pas réduire ces enjeux à la satisfaction des intérêts d'une entreprise commercialisant des centrales de panneaux photovoltaïques, dont les bénéfices pourraient avant tout s'inscrire dans une logique économique mondialisée.

Rappelons, d'une part, que la société "Urbasolar", au coeur de ce projet de serre photovoltaïque, et bien que française à l'origine ayant profitée de programme de financement de Bpifrance (donc nous l'avons tous soutenu financièrement), est devenue à 100 % en 2019 une filiale du groupe suisse "Axpo Holding AG". D'autre part, "Urbasolar" semble fière de la construction en cours de "la plus grande centrale solaire en toiture d'un seul tenant d'Europe" qui sera constituée à terme de "38 628 panneaux photovoltaïques" ... de la société chinoise "Jinko Solar". Enfin, la société "Urbasolar" a annoncé récemment "la mise en place d'un projet de Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)" avec "la suppression d'une cinquantaine de postes en France, sur un total de 425 salariés" et admet elle-même un "nombre croissant de projets non rentables" et des "contrats d'achat d'électricité (PPA) rentables de plus en plus rares". Question souveraineté française, on est bien !

Avant d'engager davantage l'artificialisation et l'industrialisation de nos paysages, nous estimons prioritaire de développer le photovoltaïque sur les infrastructures déjà existantes, notamment les toitures et les espaces adaptés des zones commerciales et industrielles. Par ailleurs, présenter ce type de projet comme une réponse à l'enjeu de souveraineté énergétique nous paraît discutable. Le développement des énergies renouvelables, à lui seul, ne saurait répondre durablement à l'augmentation massive et généralisée en cours de la consommation électrique sans une réflexion parallèle sur nos besoins et nos modes de consommation. À nos yeux, traiter uniquement la question de la production revient à appliquer un pansement sur une fracture ouverte, sans s'attaquer aux causes profondes du problème.

Concernant la nécessité de sécuriser la production agricole (quand bien même BIO) face aux aléas climatiques, nous pensons qu'il est indispensable de dépasser une approche fondée sur la volonté de tout maîtriser. Plutôt que de chercher systématiquement à contrôler les conditions de

production, nous devons également apprendre à adapter nos pratiques aux évolutions climatiques, dont les activités humaines sont largement responsables.

Nous serions ainsi davantage disposés à soutenir des projets proposant une véritable évolution de nos modes de production et de consommation, ainsi qu'une réflexion sur la nature même des produits que nous consommons (qui va au delà même du BIO), afin de les rendre plus compatibles avec les conditions climatiques et sociétales à venir. Une telle démarche nous semble plus pertinente à long terme qu'une fuite en avant reposant sur une logique de croissance et de rentabilité économique, qui risque de contribuer à aggraver les déséquilibres existants. Ce sont les générations futures, nos enfants et nos petits-enfants, qui en subiront les conséquences. Si nous ne pouvons pas compter sur le savoir faire ancestral de terrain reconnu de nos agriculteurs français, qui le fera ? Les lobbys agro-industriels une nouvelle fois ?

En l'état, et au regard de l'ensemble de ces considérations, nous nous opposons à ce projet de serre agricole photovoltaïque sur la commune de Génissieux.

Nous espérons néanmoins qu'une solution alternative, construite dans le dialogue et prenant réellement en compte les préoccupations de l'ensemble des parties concernées, pourra être recherchée et aboutir.

Nous vous remercions de l'attention portée à notre contribution à cette enquête publique.

Sébastien JÉGOU
Camille ROSSI
Chemins des Guinches

https://www.pv-magazine.fr/2026/05/29/urbasolar-se-restructure-et-prevoit-une-cinquantaine-de-suppressions-de-postes-en-france/
https://www.pv-magazine.fr/2026/01/29/linstallation-du-jour-134-000-m2-de-panneaux-solaires-sur-le-meme-toit-record-a-battre/
https://www.urbasolar.com/groupe/